

Note de Recherche

Stavros Kannas

JOURNAL D'UN ETUDIANT EN SOCIOLOGIE

Même si cette « tentative d'enquête » a été faite au cours du printemps 2002 (elle concernait alors les anciens eurodéputés et non pas ceux qui ont été élu aux élections de 2004 au parlement européen), je pense que ce bref récit peut donner une idée du « parlementarisme européen ».

A) Au début, cela devait être une enquête sur la Direction Générale des Affaires Economiques et Financières de la Communauté Européenne : Je voulais étudier son fonctionnement pour comprendre, si effectivement - et comment - cette Direction est en train de devenir une sorte d'OMC Européen. Située à Bruxelles, à côté des centaines de lobbies et des centaines de groupes de pression de multinationales, j'ai eu la naïveté de croire qu'ils me laisseraient les « examiner ». De toute façon, on sait que les grandes institutions et, plus généralement, les dominants n'aiment pas du tout être interrogés sur ce qu'ils font (les attaques contre P. Bourdieu ont commencé dès qu'il a commencé à étudier et à objectiver les dominants) ; et ce, surtout quand il s'agit d'enquêtes sociologiques, parce que les dominants savent pertinemment qu'étudier la domination (leur domination) c'est la mettre en jour, la faire apparaître, la faire connaître aux dominés et faire qu'elle ne reste pas méconnue, c'est à dire comme allant de soi. Il est clair que j'aurais eu plus de chances d'aboutir à un résultat (grosso modo, d'avoir quelques informations sur cette Direction) si j'étais parvenu, par exemple, d'une université anglo-saxonne. Ma volonté d'avoir quelques réponses pratiques (en bref : à quoi sert cette Direction, quel pouvoir réel elle a, à quel degré ses directives peuvent influencer la vie quotidienne des quelques centaines de millions d'individus, etc.) aurait eu aussi beaucoup plus des chances de réussir si j'avais un petit peu « triché » en me présentant comme étudiant d'économie, de management, de droit, etc. J'ai le droit de faire l'hypothèse que la logique qui a prédominé chez les personnes à qui je me suis adressé, était plutôt du type « qu'est ce qu'il vient foutre dans nos affaires cet étudiant

de sociologie ? ». En plus, il ne faut pas oublier que ces dernières années, la sociologie s'est assez dévalorisée par rapport aux autres sciences et un étudiant de Sociologie n'a pas la même reconnaissance ni la même valorisation sociale qu'un étudiant de Droit ou d'Economie. Il existe beaucoup de facteurs à cette dévalorisation, mais je ne peux pas m'empêcher de mentionner les différentes « nouvelles sociologies » qui contestent leur scientificité pour la présenter comme une sorte de « réflexion » sur le monde social, qui en somme relativisent tout en limitant la sociologie à une sorte d'essayisme. Je pensais que cela serait très intéressant de connaître les filières d'étude qu'ont suivies ces milliers de fonctionnaires, commissaires, etc. qui travaillent pour la C.E. (on respecte toujours plus ce que l'on a fait soi-même), parce que comme on va le voir par la suite, en ce qui concerne les eurodéputés Grecs, il y a une forte prédominance des études de Droit et d'Economie.

Alors la seule chose que je pouvais faire c'était de regarder le site de cette direction, comme nous l'ont recommandé la plupart des réponses que nous avons reçues par internet (j'ai envoyé des courriels à certains fonctionnaires qui travaillent dans cette Direction). Le problème est qu'il n'y a, dans ce site, pas d'informations pratiques, uniquement des banalités : je ne suis pas idiot ; je peux comprendre qu'une telle Direction ne pouvait pas avoir comme objet les planètes et l'astronomie mais l'économie ; ce n'est pas la peine de regarder leur site pour le comprendre.

Il suffit de lire l'article de F. Bolkestein (Les Echos, 19-11-2001) pour saisir un peu la logique que peut avoir une telle Direction (F. Bolkestein était le commissaire européen du marché intérieur et de la taxation) : en commençant par le 11 septembre (c-à-d « terrorisme ») et en mélangeant tous les sujets de l'actualité (bien entendu l'actualité des JT) de l'époque il arrive à la conclusion qu'il faut mettre en place une « infrastructure économique destinée à protéger leurs concitoyens ». Il précise qu'il faut des réformes structurelles (quel joli euphémisme : on se demande si 95% des habitants des pays de la C.E. comprennent ce qui se cache derrière cette phrase) à l'instar des pays comme l'Espagne et la Grande Bretagne.

B) J'ai donc décidé d'interroger - étant donné que je n'avais pas d'informations - des députés du Parlement Européen, me fixant comme but, non pas d'avoir un discours à la langue de bois, mais d'essayer de recueillir le maximum d'informations possibles sur cette Direction. Personnellement, je pensais qu'il serait plus facile d'interviewer des

eurodéputés Grecs, non pas parce que je suis grec comme eux, mais parce que j'ai fait la faute d'estimer qu'ils ont des habitudes et des dispositions moins « formalistes » que les députés des autres pays, lesquelles dispositions devaient me permettre d'obtenir quelques informations sur cette fameuse Direction.

Les raisons de mon échec sont multiples :

Je me suis rendu compte qu'en ce qui concerne les eurodéputés Grecs, on peut brièvement les classer en 2 catégories : Premièrement ceux que je qualifierais de « marionnettes », à savoir des personnes qui se sont trouvées au Parlement de Strasbourg par hasard ou par des calculs politiques et des arrangements dans le parti politique dont ils proviennent ; leur passage à Strasbourg n'est qu'une étape provisoire pour continuer leur carrière politique en Grèce. Malheureusement, mon premier contact s'est révélé être un « tel » député : je suis ami avec un assistant (non rémunéré), qui travaillait (à cette époque) comme assistant de l'assistant officiel du député I.K (parti socialiste), lequel est un juriste qui fut 2 fois ministre du travail en Grèce. J'espérais beaucoup de lui parce qu'il appartenait à la commission juridique du marché intérieur de la C.E. et à la commission de l'emploi et des affaires sociales. Il m'a fallu des dizaines d'appels - à son assistant officiel - et de pseudo rendez-vous avec lui pour enfin le rencontrer et comprendre qu'il ne savait pas ce que faisait cette Direction (« vous savez, il y en a des dizaines et des dizaines des commissions et des directions à Bruxelles »). Il m'est plutôt apparu qu'il attendait la fin de son mandat pour rentrer en Grèce avec la notoriété de député du Parlement Européen pour trouver un autre poste qu'il préférerait. Ce RDV a eu lieu à la fin d'une journée parlementaire au bar du parlement ou différents eurodéputés se « reposaient » ; après une demi-heure, j'ai compris que la seule raison que j'avais de rester là était de boire un verre avec eux. Certes, il m'a invité à un repas avec des autres eurodéputés mais, d'une part, ma situation économique ne me permettait pas d'y assister, et, d'autre part, mon objectif n'était pas de réaliser une ethnographie de la gastronomie europarlamentaire !

A coté de cette catégorie de députés, il y a ceux qui se sont vraiment investis au Parlement de Strasbourg et qui sont devenus « plus européens que les européens » comme on le dit en Grèce. Il s'agit d'un mélange assez hétérogène : ceux qui ont habité longtemps en dehors de la Grèce et qui n'ont pas d'ambitions politiques en Grèce (parce qu'en grande partie ils sont inconnus), ceux qui préfèrent faire une carrière au sein des institutions de la C.E.,

ceux qui accumulent des postes (eurodéputés, conseillers, consultants, membres des commissions, des associations caritatives et des ONG, etc.) en remplissant ainsi leur CV à l'instar du casier judiciaire des jeunes issus des classes populaires. Le problème auquel j'ai été confronté était qu'en ce qui concerne cette catégorie de députés, ils ont adopté un style de vie et de fonctionnement ultra formaliste ; alors mes démarches les ont laissés indifférents. L'exemple suivant est assez significatif : M.G.K, vice-président du Groupe Parlementaire du Parti Socialiste Européen, après des études de Droit , de Sciences économiques, et de journalisme .Il fut 5 ans directeur du cabinet économique du Premier ministre de l'époque (Andreas Papandreou), poste qui signifiait pratiquement qu'il avait plus de pouvoir que le ministre de l'économie. Pour moi, il était important de le contacter parce qu'il est membre de la Commission économique et monétaire de la C.E. L'assistant de M.I.K nous a proposé de le contacter parce qu'il était le responsable de « tout ce qui concerne les affaires économiques du Parti Socialiste Grec et pratiquement du gouvernement avec la C.E. » et il m'a donné son numéro de téléphone personnel, en me précisant que son fils va répondre et que, bien qu'officiellement il ne travaille pas au Parlement (il n'occupe aucun poste), c'est lui qui s'occupe de tous les affaires de son père et pas les assistants officiels. Comme il m'a dit au téléphone : « c'est lui le patron, son père est un vieillard qui prépare le terrain pour son fils, mais au cas où il te donne un RDV, fait gaffe, que la cravate qu'il porte coûte aux alentours des 10.000 balles.(J'essaie de traduire par la langue grecque en essayant plutôt de traduire le sens des phrases et de ne pas faire une traduction mot par mot). Alors, effectivement, je l'ai trouvé au téléphone (ce n'était pas si facile que ça parce qu'au numéro que j'appelais pendant la session parlementaire personne ne répondait, ils ne m'ont répondu que lorsque j'ai appelé avec un numéro caché - j'ai appris par la suite qu'ils ne répondaient qu'aux appels qui les intéressent et qu'ils disposent de la reconnaissance d'appel). Alors, il est vrai que j'ai eu au téléphone le fils du député. Il m'a fait comprendre qu'il n'était pas possible d'obtenir un RDV avec son père, avec lui, ou avec n'importe quel assistant, mais qu'il était toutefois ouvert à répondre à un courriel qui recenserait ma liste de questions. Bien étendu je n'ai jamais eu de réponse, bien que je ne lui ai envoyé pas moins de 7 mails. Mais, ce qui était le plus étonnant, c'est la prononciation qu'il avait : son accent était très britannique, j'ai eu du mal à croire que je parlais avec un Grec ! J'imagine que, dès l'école primaire, il a passé sa vie en Grande-Bretagne et, effectivement, j'ai appris par la suite qu'il a fait toutes ses études (lycée, universités, etc.) à Londres.

En conséquence de quoi, le seul entretien que j'ai eu s'est déroulé avec mon ami ou plutôt avec son assistant. Cependant, je voudrais signaler que j'ai envoyé des emails à tous les eurodéputés de la droite, sans recevoir aucune réponse. Qui plus est, je me suis adressé (par téléphone) au KKE (parti communiste grec, un des seuls partis communistes européens qui n'a pas changé de ligne politique après l'effondrement d'URSS ; par exemple, M. Gorbatchev est considéré comme traître ou agent secret Américain) en espérant par-là avoir des RDV avec ses députés, étant donné que ce parti a des positions anti-européennes. La raison pour laquelle je me suis adressé au siège du KKE à Athènes est très simple : l'adresse qui est inscrite sur leur CV au site du Parlement est l'adresse - et le téléphone - du KKE à Athènes. Je n'ai donc pas été surpris quand le responsable du KKE m'a dit de façon claire que « les députés du KKE à Strasbourg ne sont pas élus en tant qu'individus mais en tant que membres du parti communiste, alors ils ne peuvent pas avoir des positions différentes que celles du KKE, c'est pour cette raison que je ne vois pas l'intérêt d'un entretien avec eux », par contre, il m'a envoyé par Internet les positions du KKE sur la politique économique de la C.E. Je ne vois pas l'intérêt de les traduire : il s'agit des positions communistes « à l'ancienne », c'est-à-dire, plus ou moins ce qu'on appelait avant 1990 le « communisme orthodoxe » (par contre, en surfant sur le net pour voir les positions des autres partis politiques de la Grèce, j'ai dû reconnaître que le KKE avait des positions et surtout des positions claires...) le mot d'ordre de tous les autres partis étant « plus de social dans le marché » avec des variations : un peu plus ou beaucoup plus.

Je voudrais ajouter ici que, durant cette période, il existait en Grèce d'énormes divergences, et arrangements dans les coulisses des bureaux politiques, à propos du président de la Banque de Grèce, parce qu'il deviendrait le vice-président de la Banque Européenne (à Frankfurt), chose qui constituait un énorme enjeu pour un petit pays comme la Grèce : même s'il n'a pas le même pouvoir que pourrait avoir un Français dans la même position, un tel poste a une dimension très symbolique pour la Grèce (pour le comprendre il faut savoir que malgré les efforts du gouvernement socialiste de « moderniser » le pays, le champ économique n'a pas encore dominé totalement le champ politique, ce qui veut dire que la Banque de Grèce, officiellement indépendante, comme les directives Européennes exigent, reste relativement soumise à la politique de chaque gouvernement).

Je vais présenter un résumé de l'entretien que mon ami m'a donné par téléphone. Il n'a pas d'informations sur la Direction Générale des affaires économiques et financières, étant donné qu'il a travaillé pour un assistant d'un député et qu'il s'occupe plutôt des affaires juridiques, mais il a appris, quelque peu, les « coulisses » du parlement. Pour que ses paroles et ses prises de positions soient plus faciles à comprendre, nous pensons qu'il faut donner quelques informations sur lui : il a suivi le DEA de la faculté de Droit à Strasbourg et il a commencé à faire une thèse sur les discriminations raciales au travail (en France). Il a travaillé chaque semaine de la session parlementaire (sans salaire) comme assistant de l'assistant du député, en espérant trouver un petit boulot bien rémunéré à travers les relations qu'il espérait faire en fréquentant un tel milieu. Son engagement politique à l'extrême gauche était très fort, et déterminait souvent ses décisions, d'où sa décision de partir de la France et d'abandonner sa thèse (la faculté de droit à Strasbourg, selon lui, est une faculté de « droite » et son directeur de thèse n'acceptait pas souvent les orientations qu'il voulait donner à son travail) :

« - Le député a un assistant et une assistante ; cette dernière s'avère plutôt une secrétaire pour les traductions. C'est pour cette raison que la fac de traduction a un tel succès à Strasbourg. Son assistant gagne 23.000 francs par mois, tandis que la femme en charge des traductions n'en gagne que la moitié. Moi je n'avais aucune indemnisation, c'était comme un « stage » pour remplir mon CV avec toujours une promesse d'embauche, quand l'assistant trouverait un autre boulot. »

« - Je te l'ai dit ; n'envoie pas des emails ; si tu n'as pas l'adresse personnelle Internet du député, c'est pas la peine. L'adresse Internet officielle, celle du parlement, c'est l'assistant qui la consulte. Il ne va pas lire ton message, il n'a aucune raison de le faire s'il voit qu'il ne provient pas de quelqu'un qu'il connaît ou qu'il considère que c'est quelqu'un d'important. Mois aussi je faisais pareil ; l'assistant m'avait dit d'effacer immédiatement tous les messages dont je ne connaissais pas l'expéditeur et je le faisais parce que chaque mail, chaque appel téléphonique pouvait signifier plus de boulot pour moi ou pour lui .Et si on se trompait, c-à-d, si on ne répondait pas à quelque chose d'important l'excuse était toujours la probabilité d'existence d'un virus : le patron (l'eurodéputé en question) ne connaît rien d'informatique, alors c'est trop facile. »

« -Il faut que tu comprennes que l'assistant reçoit, en moyenne, une centaine d'appels par jour, alors si tu penses qu'il va répondre à tous les appelsIl n'a pas de raison. Il fallait

que tu insistes plus .Il fallait le tutoyer, lui parler presque sans politesses et même avec agressivité. Il pourrait penser que toi ou quelqu'un de ta famille est une personne importante, par exemple, que tu es fils d'un entrepreneur ou d'un PDG ; pourquoi pas ne pas l'insulter même, si il te pose un lapin. »

« -Les eurodéputés sont plus cools, mais assez cons. Pas tous évidemment, mais tu les prends trop au sérieux. Leur problème est qu'ils sont vraiment éloignés du monde et qu'ils constituent un corps en dehors de la société. Ils voyagent entre différentes capitales européennes, bouffent aux meilleurs restos et dorment à des hôtels du genre 1.000 balles par journée, alors ils ont du mal à comprendre ceux qui ne vivent pas comme eux . »

C) En regardant les CV des eurodéputés grecs je pense qu'il est intéressant de connaître les études qu'ils ont fait. Au Parlement Européen, la Grèce a 25 députés : 9 appartiennent au Parti Socialiste, 9 appartiennent à la droite (Nouvelle Démocratie, 3 au Parti Communiste (KKE) et 4 pourraient être classés comme Divers Gauche (des petites formations – sans grande influence en Grèce - qui arrivent à gagner ses sièges aux euro-élections grâce à la spécificité de cette élection liée plutôt à l'absence de « vote utile »), occupant un espace politique entre le P.S. et le KKE.

Je me méfie un peu des informations que contiennent leur CV (quelques fois j'ai trouvé des différences entre le CV qui apparaissait dans le site du parlement européen et le CV qu'il apparaissait sur le site de leur parti politique) mais ce sont les informations officielles du site du Parlement européen. Alors, parmi les 9 députés du P.S., 4 ont fait des études de droit, 1 d'économie, 1 de philosophie, 1 de médecine et 2 sont des ingénieurs civils (l'ingénieur civil en Grèce a un statut symbolique équivalent à celui de l'architecte en France). Parmi les eurodéputés de droite, 4 ont fait des études de droit, 2 d'économie, 1 de sociologie, 1 de médecine et le dernier est chef d'orchestre. On voit alors la prédominance des juristes au sein des deux grands partis. En ce qui concerne le KKE, on trouve un économiste, un physicien et un agriculteur qui a seulement le Bac (et qui est fier de déclarer qu'il n'a pas fait d'études supérieures). Les 4 députés que je classe comme DVG (terme Français : on ne peut pas classer quelqu'un comme ça en Grèce) sont 3 économistes et un ingénieur civil. On voit que 60% des eurodéputés grecs ont fait des études de droit et d'économie.

Conclusion ? La prochaine fois il vaudra mieux être étudiant de Droit ou d'Economie ; « on s'entendra mieux » !